Des photographies de Vazaha en révolte

Une autre facette de l'insurrection de mars 1947 à Madagascar

Photographs of the Vazaha in Revolt: Another Aspect of the March 1947

Insurrection in Madagascar

Helihanta Rajaonarison

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesaficaines/22175>

DOI : 10.4000/etudesaficaines.22175

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2018

Pagination : 513-534

ISBN : 978-2-7132-2742-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Helihanta Rajaonarison, « Des photographies de Vazaha en révolte », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 230 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesaficaines/22175> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesaficaines.22175>

Des photographies de *Vazaha* en révolte

Une autre facette de l'insurrection de mars 1947 à Madagascar

Ma recherche doctorale portant sur les usages privés de la photographie à Antananarivo de la seconde moitié du XIX^e à la première moitié du XX^e siècle, j'élargis ici mon champ d'investigation en explorant la photographie officielle de la période coloniale. Le rôle que peut jouer la photographie dans la construction de la mémoire, ou lorsqu'elle complète et nuance des récits oraux en suscitant de nouvelles interprétations, fait d'elle un outil incontournable pour les historiens (About & Chéroux 2001).

Il existe peu de photographies de contestation¹ pendant la période coloniale à Madagascar, tandis que l'on trouve surtout des photographies officielles mettant en scène le pouvoir. Je me suis intéressée au moment de révolte de mars 1947, crucial dans l'histoire de Madagascar, lors duquel les Malgaches ont pris les armes pour se soulever contre la domination coloniale française. Concernant cette révolte, la mémoire collective retient, toujours aujourd'hui, les images de dégâts matériels (maisons démolies, voies ferrées détruites, corps de victimes) et les images de propagande coloniale, ce qui incite à explorer davantage les fonds iconographiques publics sur cette période qui, lorsqu'elle est évoquée, renvoie inmanquablement au mouvement insurrectionnel des Malgaches contre les colons et les autorités coloniales. À travers l'étude d'un *corpus* de photographies, cet article aborde une autre facette de mars 1947 à Madagascar, quasi inédite, celle du côté des *Vazaha* (Papinot 1998), c'est-à-dire les Blancs, et plus particulièrement des « colons ». Les colons étant les *Vazaha* travailleurs non-fonctionnaires constituant « le secteur privé » de la colonie.

L'insurrection de mars 1947 a fait l'objet de mémoires et de thèses d'histoire, d'analyses politiques, économiques ou sociales, de colloques ou de journées d'études, de jubilés, de commémorations et réflexions publiées ou inédites. La référence majeure sur cette question est l'ouvrage de l'historien Jacques

1. Les plus connues sont celles de la manifestation de 1929, évoquée plus loin.

Tronchon (1986), suivi de près par les travaux de Francis Kœrner (1994) et de l'association Mémoires de Madagascar (1997). Citons également les ouvrages de Solofo Randrianja (2001) et de Lucile Rabearimanana *et al.* (2008), et d'autres publications moins connues². Peu d'études existent cependant sur la manière dont cette insurrection a été vécue par les Blancs qui, suite aux mesures prises par l'autorité centrale, se sont divisés. C'est surtout la presse locale qui a rendu compte de la colère et des contestations des Européens³. Se sentant victimes des violences des insurgés malgaches, ces Français⁴ s'estimèrent « en droit d'exiger la protection de leur existence et de leurs biens, et le respect dû à leur pavillon »⁵. C'est pourquoi ils allèrent protester devant la grille de la Résidence de France, le 1^{er} avril 1947, exigeant de M. de Coppet qu'il déclare l'état de siège. Ils voulaient également connaître les mesures mises en œuvre pour protéger la population et lui enjoignirent de se démettre de ses fonctions et de laisser le gouvernement du pays au général commandant supérieur de l'armée⁶.

Cet article porte sur une dizaine de clichés de groupes de manifestants d'avril 1947, qui sont conservés à l'Agence nationale d'information Taratra (ANTA)⁷. Actuellement photothèque publique, ANTA est née du « Service-photo » créé en 1946 par le haut-commissaire Marcel de Coppet, service lui-même intégré dans le Service de propagande et d'information créé en 1920 sous la tutelle du Cabinet civil de la colonie. ANTA a ainsi hérité de plus de 400 000 photographies officielles, ainsi que de milliers d'albums créés par les services successifs de l'information de la colonisation des première et deuxième Républiques malgaches. Ancienne agence officielle coloniale et centre d'archives photographiques du Service de propagande et

2. Ainsi par exemple dans divers blogs et sites Internet, voir par exemple, <<http://agir.avec.madagascar.over-blog.com/2017/03/l-insurrection-malgache-de-1947-1948-la-lourde-responsabilite-du-gouvernement-francais.html>> ; V. Magdelaine-Andrianjafitrimo, « Madagascar, 29 mars 1947, « Tabataba ou parole des temps troubles » », *E-rea*, 8 (3), 2011, <<http://journals.openedition.org/erea/1741>>.
3. Essentiellement les journaux de colons tels *Tana-journal*, *Le journal de Madagascar* de Tananarive, *France-Madagascar* de Tananarive, *L'Aurore* de Majunga, *La Cloche* de Tamatave.
4. À chacune de leur apparition, ces manifestants se réclament « Français », c'est-à-dire ceux de la métropole et de la Réunion. Ceci nous laisse penser que les Malgaches qui protestèrent étaient majoritairement des Malgaches citoyens français (RABEARIMANANA 1979, 1980 ; ESOAVELOMANDROSO 1982).
5. Robert Guillon, propriétaire du *Journal de Madagascar*, le 1^{er} avril 1947.
6. R. Fraise, « Réalités malgaches : triste bilan », *Tana-journal*, 27, 2 avril 1947, p. 1.
7. *Corpus* photographique ANTA : Album « 1947 » dont sept photographies intitulées : « Devant la Résidence, 4 avril 1947 ». Photographies postdatées. Il s'agit d'un reportage photographique de la journée du 1^{er} avril 1947 devant la grille de la Résidence de France.

d'information de l'époque⁸, elle conserve depuis lors les clichés des manifestations d'avril 1947.

La création d'agences photographiques officielles était courante dans les colonies. Ainsi, le CITA⁹ en Angola avait exactement les mêmes fonctions que le « Service-photo » de Madagascar, en tant qu'organe officiel chargé de la propagande et de l'information, rattaché au Secrétariat général de colonie. Destiné à centraliser toute la documentation produite sur Madagascar, tels que les dossiers sur les grandes questions de « politique indigène » ou d'économie, le Service-photo avait pour mission d'attirer l'attention des investisseurs et des techniciens français sur la colonie¹⁰. Des fonctionnaires photographes¹¹ furent ainsi recrutés pour rejoindre ceux déjà en exercice au Service photographique des Travaux publics ou à l'Imprimerie officielle, héritière des tâches des militaires photographes du Bureau topographique de l'État-major (BTEM)¹². Les bureaux du Service-photo et l'Hôtel du Secrétariat général se trouvaient sur la même rue Sylvain Roux dans la vallée d'Ambohidahy, quartier né avec le creusement du tunnel Garbit en 1918 et la construction de l'Hôtel du Secrétariat général en 1921. Jusqu'à nos jours, ANTA continue d'occuper

-
8. Dans un objectif d'ouverture à l'usage de la photographie en histoire et d'appropriation du patrimoine photographique malgache, le département d'histoire de l'Université d'Antananarivo collabore avec ANTA à la valorisation de ses collections. Entre autres actions, tout le contenu de l'album « 1947 » a été converti en diaporama, projeté et commenté à la Faculté des lettres de l'Université en 2015, lors de la commémoration des 68 ans de « L'insurrection de 1947 ». Une vingtaine de photos extraites de l'album « 1972 » conservé chez ANTA ont été documentées, puis exposées à l'Université en 2016, etc.
 9. Le Centre d'information et du tourisme de l'Angola (CITA) créé en 1949 avait comme slogan : « Allons découvrir l'Angola. » Son département de photographie s'est alors lancé dans une vaste campagne qui consistait à fixer tous les aspects de la vie quotidienne angolaise : portraits de colons portugais, de chefs traditionnels ou de paysans angolais, tombes de dignitaires, cérémonies rituelles ou officielles, danses traditionnelles, carnaval de Luanda, événements sportifs, images des villes et des campagnes, paysages, etc. (HERSANT 1998 : 212).
 10. *JOMD (Journal Officiel de Madagascar et Dépendances)*, 18 décembre 1920, p. 1631.
 11. L'abondante documentation photographique, de plus de 400 000 pièces, stockée dans les réserves de ce service, est constituée de clichés fournis par les différents auteurs contribuant aux numéros du périodique *Bulletin de Madagascar*. À ces clichés viennent s'ajouter ceux produits lors des safaris photos de 1927 et 1937 organisés par l'Association des journalistes de France.
 12. Le Bureau topographique de l'État-major (BTEM) est le « Service-photo » du Corps d'Occupation, né du projet du Service géographique de l'armée. Créé le 14 avril 1896, c'est « un atelier de photo fonctionnant en permanence au Service géographique, en reproduisant de nombreuses vues, sites, villes, indigènes, arbres ; il enregistre ainsi avec exactitude l'état actuel de Madagascar ; ces collections resteront comme autant de documents précis pour l'avenir » (*Guide annuaire de Madagascar*, 1899, p. 77).

les locaux du Service-photo du Service de propagande et d'information de l'époque (Rajaonarison 2012).

Ainsi, plusieurs organes¹³ fournissaient des photographies officielles durant la période coloniale, même si seul le « Service-photo » de l'information a conservé des images de cette mobilisation de colons contre le gouvernement central en avril 1947. Et si une grande part des images réalisées et publiées par ce Service-photo avait pour vocation principale de louer les réalisations de l'administration coloniale, la série « Devant la Résidence, 4 avril 1947 », contenue dans l'album « 1947 », raconte une tout autre histoire. Dans cet album sont conservées 351 prises de vue effectuées « entre le 4 avril 1947 et le 6 août 1948 ». Notre *corpus* est constitué des sept clichés du début de l'album qui relatent le mouvement des colons devant la Résidence les quatre premiers jours d'avril 1947. Suivent des images prises au lendemain des révoltes, des gardes civiles, des corps d'insurgés, des dégâts dans différentes zones, des troupes de renfort, de l'armée dans les zones soumises soignant la population, etc. Bref, un reportage photographique digne de la propagande coloniale.

Aucun indice ne nous a permis d'identifier l'auteur des sept clichés qui retiennent notre attention ici. Par ailleurs, les récits publiés dans les journaux de l'époque situent l'événement le 1^{er} et le 5 avril, et non le 4 avril comme l'indiquent les légendes officielles de ces photographies¹⁴. Bien entendu, des photographies « documentées » nous auraient aisément permis de contextualiser cette série. Comme le rappellent C. Chéroux et I. About (2001 : 16) :

c'est précisément au dos de l'image que se trouvent généralement reportées les multiples informations indispensables à la compréhension historique de l'image : la légende, l'identité du photographe ou de son commanditaire, la datation, etc. De surcroît, ce revers providentiel porte souvent les traces révélatrices de l'histoire de l'image : le visa de censure permet de retracer son cheminement officiel, le tampon d'un organisme de presse indique si elle a été publiée, la marque du papier peut éventuellement aider à la dater, le cachet d'un service administratif révèle parfois la nature de la commande, etc. Autant d'éléments nécessaires à une approche historique de l'image.

Mais rien de tout ceci n'a été observé à propos des clichés intitulés « Place de France, 4 avril 1947 » par le Service-photo (fig. 2 et 3). Pour s'y retrouver, visibles sur la photographie ci-après (fig. 1), il faut savoir que « Place de France » désignait l'étendue de terre boisée devant le portail de la Résidence

13. Comme le Service-photo du Bureau de la topographie par exemple.

14. Il convient d'être vigilant sur la question des dates dès lors que l'on travaille avec les photos d'ANTA, car beaucoup d'autres vues, comme celles qui nous occupent ici, comportent des dates assez fantaisistes.

de France située à Ambohitsorohitra, le quartier général de l'administration coloniale. Le bâtiment principal de la Résidence est une copie d'un château du XVIII^e siècle, dominant une propriété de deux hectares dédiée initialement au Résident général de France, H. Laroche, en 1889¹⁵. Cet édifice, construit par l'architecte A. Jully assisté de son homologue H. Rigaud, est bâti à la gloire de la France. Il représente aux yeux de ses constructeurs « l'excellence de leur savoir-faire architectural [...]. L'architecte entendait faire de l'édifice, avec un certain nationalisme, la quintessence du "style français". Il cherchait à accroître l'influence française en terre malgache » (Nativel 2005 : 219). La Résidence, reliée à la Place Colbert qui lui fait face, s'ouvre sur la Place de France, prolongée par l'avenue de France qui coupe la rue Amiral Pierre sur laquelle se trouvent les devantures de grands magasins affiliés à ceux de Paris tels que Le Louvre, Printemps et Vogue. Coin des affaires, le quartier d'Antaninarenina abrite la principale banque de la colonie, le Comptoir national d'escompte de Paris et des lieux de sociabilité luxueux de la capitale coloniale. Occupant tout le plateau d'Antaninarenina, cœur de la ville moyenne d'Antananarivo, la Résidence et ses constellations sont « la France à Madagascar »¹⁶.

Sur cette photo aérienne du plateau d'Antaninarenina, on voit à l'arrière-plan le lac Anosy, ainsi que la zone boisée du parc de la Résidence. Au milieu, se dresse la Résidence de France, château rectangulaire jouté par un parterre circulaire. La Place de France est déserte. Depuis la Résidence, bordée d'arbres, l'avenue de France traverse le milieu de la photo divisée par trois minces îlots. Au premier plan à droite, l'immeuble faisant l'angle de la rue est celui du Magasin du Louvre à Madagascar. Derrière lui, à droite, s'étale un parterre fleuri qui signale l'avenue Grandidier. Au premier plan, mais sur la gauche, parallèlement au Magasin du Louvre, on aperçoit une concentration de maisons : Radio-Tananarive est située au tout premier plan du lot.

15. « La Résidence de France apparaissait derrière ses grilles comme un petit château de style renaissance, semblable à celui de Fontainebleau. Les trois principaux hôtels étaient situés dans ce quartier : dans un rayon de cent mètres de la place, le Grand hôtel Fumaroli, le plus important et le plus coûteux, l'hôtel du Commerce, dit "Chez Gay" [épicerie du mouvement de protestation des colons en avril 1947], l'hôtel de France. » (LEJAMBLE 1987 : 16-31, cité dans DUTEIL 2009 : 356).

16. « Le centre de la vie publique européenne se situait à l'époque de la place Colbert. Celle-ci était à la fois un jardin public et un boulevard bordant ce dernier. Au centre du jardin se trouvait un monument représentant, sur un socle de pierres de taille, une statue de la République française tenant une couronne de lauriers de son bras droit tendu et un drapeau de l'autre. Un soldat de la conquête de 1895 était assis sur le rebord du socle, casque champignon sur la tête et fusil à la main droite, sa main gauche fièrement posée sur sa cuisse. En face du monument s'ouvrait l'avenue de France au bout de laquelle se trouve la résidence du gouverneur général » (LEJAMBLE 1987 : 38).

FIG. 1. — LA RÉSIDENCE, LA PLACE ET L'AVENUE DE FRANCE, ANTANINARENINA, 1931

Collection ANTA.

C'est dans ce foyer français, où siège le pouvoir, que les colons manifestants sont allés au lendemain des premières attaques des Malgaches. La tenue de ce rassemblement de « privilégiés »¹⁷ du système contre l'administration centrale se lit comme un signe de malaise assez important pour s'afficher sur la place publique. « Une vaste organisation contre la France, mais aussi contre la tranquillité générale de ce pays a pu se créer, se tramer, non pas dans l'ombre, mais au grand jour dont les événements aujourd'hui sont la preuve »¹⁸. Comme le remarque l'anthropologue et historienne L. Stoler (2013 : 26), « l'étude du colonialisme a porté une attention croissante aux différences historiques dans la formation des catégories radicalisées. Aujourd'hui débarrassées de la conviction selon laquelle le colonialisme s'apparentait à une entreprise hégémonique réussie, les chercheurs en histoire coloniale se concentrent désormais sur des archives attestant la fragilité et la vulnérabilité des régimes coloniaux, les conflits internes opposant leurs dirigeants et la diversité de leurs pratiques ».

C'est en ce sens que la série de photographies de manifestation de colons contre l'administration coloniale (représentée par le haut-commissaire Marcel de Coppet) au lendemain des attaques insurrectionnelles peut être

17. Terme emprunté à J. FREMIGACCI (2014 : 11) qui qualifie ainsi les colons depuis Gallieni.

18. R. Fraise, « Réalités malgaches : triste bilan », *Tana-journal*, 27, mercredi 2 avril 1947, p. 1.

considérée comme un indice de fracture au sein de la société coloniale. En effet, une contestation de Français en panique contre leur propre administration en terre colonisée peut être vue comme une menace d'implosion du groupe des dominants. Ainsi, nous avons affaire à une administration déstabilisée, encore sous le choc des violences de la veille. Fragile ou fragilisé, l'ordre colonial à Madagascar se retrouve alors dans une situation peu favorable dont le Service-photo, dans le cadre de sa mission de conservation des informations, a gardé les traces.

Selon I. About et C. Chéroux (2001 : 18), « Prise comme une simple reproduction de la réalité, une photographie n'apporte que peu d'informations sur cette réalité. Mais dès lors qu'elle est considérée comme une chose "fabriquée" (Brecht), construite (Kracauer), elle se révélera extraordinairement documentaire ». En effet, cette série de clichés, en très bon état de conservation et jamais utilisés par des chercheurs, « raconte » comment les colons ont vécu les premiers jours d'avril 1947, les jours qui marquent pour l'administration centrale les débuts d'une énergique répression des Malgaches.

Dans les archives coloniales, le dossier « 1947 » des Archives nationales¹⁹ de Madagascar comporte des notes officielles, des dépositions, des procès-verbaux. On ne trouve en revanche aucune trace de cette revendication de colons dans les dossiers du fonds du Cabinet civil. Il faut noter que les archives déposées à la Direction des Archives nationales ne constituent qu'une infime partie des documents produits à l'époque. La quasi-totalité des documents officiels de la période coloniale, et spécialement sur l'insurrection de 1947, est conservée dans diverses entités en France. Une grande partie se trouve aux Archives nationales d'Outre-mer (ANOM) d'Aix-en-Provence qui reste la principale source d'archives concernant les affaires des colonies. Or, aucun des documents ne recense cette manifestation de colons d'avril 1947. Les ouvrages édités ne mentionnent pas non plus cette réaction des *Vahaza*²⁰. Dès lors, la presse nous a été d'un grand secours, notamment celle destinée aux colons de la capitale, en particulier l'hebdomadaire *Tana-journal*, fondé et géré par R. Fraise, ainsi que le quotidien *France-Madagascar*, fondé le 1^{er} avril 1947 à Tananarive par les colons Lavigne et Teilliet, géré par P. Le Verbe. Le quotidien *Journal de Madagascar* fondé et dirigé par R. Guillon, commerçant

19. Cette recherche s'appuie sur les dossiers suivants des Archives nationales de Madagascar : D. 130 associations européennes, D. 139 syndicats des colons, D. 716 syndicats, D. 814 victimes de l'insurrection dans la province de Tamatave, D. 816 colons sinistrés de la rébellion 1947-1951, D. 810-813 affaires politiques MDRM.

20. Le mouvement revendicatif des colons serait-il trop « petit » pour qu'il soit « oublié » des travaux ? C. Bavoux et J. Fremigacci ne le mentionnent pas, pas plus que les principaux ouvrages sur mars 1947 et sur les colons de Madagascar. Seuls des journaux de colons en parlent.

à Tananarive et les journaux destinés aux colons de province, tels l'*Aurore* de Majunga et la *Cloche* de Tamatave, ont également retenu notre attention.

Cette recherche a nécessité aussi bien l'étude de la vie de ce « Service-photo », du Service de propagande et d'information, que du contexte politique colonial et des événements (aussi bien du côté des insurgés que des autorités) de mars 1947. Il faut souligner que, dans le cas qui nous intéresse, le phénomène d'« identisation » est inexistant : « on parle d'identisation lorsque les manifestants s'assemblent en "sous-groupes" autour de dispositifs iconiques différenciés qui contribuent à leur identification ou à l'image qu'ils souhaitent donner d'eux-mêmes, de leur mouvement » (Dézé 2017 : 11)²¹. Or, pour le cas des manifestants de la Place de France, aucune banderole, aucune pancarte, aucune inscription n'était visible afin d'identifier quoi que ce soit.

Nous allons maintenant suivre l'évolution de ce mouvement revendicatif de colons face à l'autorité coloniale devant les locaux du haut-commissaire, un autre volet de l'insurrection de 1947 à Tananarive.

Les colons et l'insurrection

J. Fremigacci (1982 : 125), historien spécialiste de l'histoire économique de la période coloniale à Madagascar, définit les colons comme des « Européens²² ou assimilés qui ne sont pas fonctionnaires, composés majoritairement de créoles et métropolitains ». Ils sont acteurs, mais à différentes échelles²³, dans la vie économique de la colonie. Une grande majorité de ces colons créoles est composée de Français originaires de l'île de la Réunion. Selon l'historien C. Bavoux, « les Réunionnais qui rendent tant de service à la France durant la période coloniale permettent mieux que toute autre présence de montrer à quel point ils se substituent aux Malgaches. [...] Manipulés, ils tentent de survivre dans Madagascar, pays qu'ils croient à eux, tant leurs députés le leur ont dit »²⁴. L'historien insiste aussi sur l'importante proportion de Réunionnais impliqués dans les activités économiques et ayant subi le plus durement les révoltes

21. Parmi ces dispositifs iconiques, éléments distinctifs sont les symboles qui vont conduire les membres (d'un groupe) à se reconnaître à la fois comme différents de ceux qui sont hors du groupe (identisation) et comme semblables à ceux qui sont dans le groupe (identification).

22. Madagascar comptait 35 000 Européens sur quatre millions de Malgaches dans les années 1946-1947 (FREMIGACCI 2007 : 38).

23. J. FREMIGACCI (2014) explique comment se présente cette part d'action des colons dans l'économie coloniale.

24. « Durant le soulèvement de 1947, la plupart des colons français morts assassinés étaient Réunionnais d'origine » (voir C. Bavoux, « Les Réunionnais de Madagascar au piège de l'ethnicité 1880-1960 », publié sur le site du CRESOI (Centre de Recherche et d'Étude

malgaches de mars 1947²⁵. Mécontents et inquiets, les colons constituent « une petite colonisation nombreuse, remuante, qui a cherché avec succès, à compenser son faible poids économique par une agitation constante sur le plan politique. C'est Gallieni qui en a fait un groupe social de privilégiés par la loi coloniale » (Fremigacci 2014 : 11). Ils protestèrent également contre l'administration centrale en poste à Madagascar depuis le 19 mars 1946.

En effet, dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, des groupes de Malgaches armés²⁶, composés principalement de travailleurs des plantations et concessions agricoles coloniales, se soulevèrent contre l'administration coloniale. Ces réactions se manifestèrent précisément à Moramanga, Ambatondrazaka²⁷, dans la région centre-est, et Manakara et Vohipeno dans la région du Sud-Est, avant de s'étendre sur plusieurs autres localités de l'île. Globalement, ces révoltes prirent la forme d'assauts de postes militaires, destructions d'ouvrages, attaques de propriétés qui, parfois, se soldèrent par des meurtres.

Ces régions ont été identifiées comme les principaux foyers insurrectionnels car c'étaient là essentiellement que se concentraient à l'époque les plus grandes propriétés agricoles de la colonie et donc, également, une grosse part de la main-d'œuvre coloniale. Cette dernière, étant composée de travailleurs malgaches souffrant quotidiennement d'exactions, d'abus et des efforts de guerre pendant la période des conflits, puis des privations et souffrances d'après-guerre, a rejoint rapidement les rangs du Mouvement démocratique pour la rénovation de Madagascar (MDRM), le parti qui apportait une réponse à sa soif de liberté (Lahiniriko 2008 : 102). Les militants de ce parti à Tananarive, qui, le 19 mai 1946, jour de l'arrivée à Madagascar du nouveau haut-commissaire, avaient brandi des banderoles sur lesquelles étaient exprimées leurs revendications et dont la principale annonçait : « À bas la loi d'annexion du 6 août 1896 »²⁸, loi qui actait la colonisation du territoire.

des Sociétés de l'Océan Indien) de l'Université de la Réunion. Sans mention de date, <<https://www.cresoi.fr/Entrelignes-La-Reunion>>.

25. Voir C. Bavoux (*ibid*). Cependant, il faut préciser que les Réunionnais étaient des maîtres avant de se présenter en victimes après les actions de révolte des Malgaches des 29 et 30 mars.
26. À certains égards, la révolte malgache ressemble à celle des Mau-Mau au Kenya, en ce qu'il s'agit d'un soulèvement d'autochtones contre un ordre colonial oppressif, réprimé par l'instauration d'un état d'urgence (KI-ZERBO 1978 : 539-540).
27. L'insurrection à Madagascar ressemble aussi beaucoup à la révolte maji-maji de 1904-1907 lors de laquelle les peuples du Tanganyika étaient unis contre les colonisateurs allemands (1904-1907) et attaquèrent des centres administratifs, des fonctionnaires et des missionnaires (KI-ZERBO 1978 : 424).
28. La loi d'annexion, votée à l'Assemblée nationale française le 6 août 1896, définit la colonisation de Madagascar par la France.

Les assauts furent suivis, dès le mardi 1^{er} avril 1947, par la réapparition de la « Ligue de défense des intérêts franco-malgaches ». Cette ligue, fondée au lendemain des incidents ayant accompagné l'arrivée du haut-commissaire en 1946²⁹, était une coalition d'hommes et de femmes colons et fonctionnaires essentiellement d'origine européenne, mais aussi de Malgaches perturbés dans leurs affaires³⁰ qui s'étaient réunis à l'Hôtel du Commerce. Après que des Européens opposés à l'administration centrale (commerçants, journalistes français et de nationalités indéterminées) aient adhéré à cette ligue, une délégation fut formée pour être porte-parole des victimes et pour réclamer, auprès de M. de Coppet³¹, des dédommagements concernant les pertes provoquées par les révoltes.

Rassemblés en masse pour se faire entendre par l'administration³², les manifestants se présentaient en tant que victimes de violences de la part des Malgaches, inquiets pour leur propre sécurité³³. En effet, les concessions des colons étaient éloignées des agglomérations urbaines³⁴, de sorte que ceux-ci étaient directement exposés au soulèvement malgache. Craignant la poursuite des agressions, ils vinrent à Tananarive interpellier le gouvernement colonial.

Le fait de se rendre à la capitale de la colonie n'était pas anodin, car c'était là que les messages politiques étaient directement adressés au pouvoir. Tel fut le cas, par exemple, de la manifestation de rue du 19 mai 1929 (Koerner 1994), organisée par l'ancien tirailleur malgache Jean Ralaimongo

29. P. Le Verbe, « Après le soulèvement, l'ordre se rétablit », *France-Madagascar*, 2, 2 avril 1947, p. 1.

30. L. RABEARIMANANA (1979 : 12) décrit des membres de la bourgeoisie malgache : « Souvent des auxiliaires de colonisation, fonctionnaires, planteurs possédant des concessions côtières, collecteurs, et commerçants disséminés dans tout le pays et intégrés dans le circuit du commerce de traite, collectant les produits d'exportation destinés aux grandes compagnies de commerce et vendent au détail des produits de première nécessité aux populations locales. »

31. P. Le Verbe, « Une manifestation devant la Résidence », *France-Madagascar*, 6, 8 avril 1947, p. 1.

32. La mésentente entre les colons et l'administration date des premières années de la colonisation, quand les colons « invités » à investir à Madagascar pensaient être soutenus par l'administration, et que cette dernière, les considérant comme des entrepreneurs indépendants, refusa de les prendre en charge (FREMIGACCI 1982 : 21-24).

33. Le désaccord entre les colons et l'administration sur divers sujets ne datait pas de 1947, ni de Marcel de Coppet, mais depuis le début de la colonisation. Ceux-ci ne manquaient aucune occasion pour signifier leur animosité, comme lors des célébrations de la fête nationale : « Les colons en viennent rapidement à critiquer la monotonie et le conformisme des fêtes officielles [...] les critiques reflètent surtout la permanente opposition des colons à l'administration. Les colons manifestent leur mécontentement systématique », ou encore leur réticence, indifférence et mépris (ESOAVELOMANDROSO 1990 : 145, 148-150).

34. Voir J. FREMIGACCI (1982) et Y. PAILLARD (1975 : 229-247) qui relatent les situations de colons éloignés de la capitale ou des villes.

et son compagnon de lutte, le colon Paul Dussac. Ils furent les fondateurs des journaux *L'Opinion* et *Le Réveil de Madagascar* et les *leaders* de la Ligue pour l'accèsion des Malgaches à la citoyenneté qui luttait contre l'indigénat et réclamait la citoyenneté française pour tous les Malgaches. Cette marche de protestation, partie d'Antaninarenina, quartier général de l'administration, sillonna les rues des quartiers du centre-ville jusqu'au cinéma Excelsior, un haut-lieu de sociabilité citadine³⁵. Ce mouvement de 1929 fut suivi, moins de vingt ans plus tard, par d'autres revendications nationalistes initiées par les partis politiques issus de la Conférence de Brazzaville de 1944 permettant aux colonisés d'avoir leurs partis comme le MDRM (créé à Paris le 11 février 1945) et de voter pour leurs représentants auprès de l'Assemblée nationale. Le MDRM³⁶, principal parti nationaliste prônant l'indépendance de l'île, connut un succès croissant au fil des élections successives. Ce parti, très attentif aux décisions de la métropole, se présentait comme « la voix » de la majorité des Malgaches qui aspiraient au retour de l'indépendance. Vivifiées par le vent de décolonisation peu avant la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout par la Charte de San Francisco en juin 1945 avec l'avènement de l'ONU, les revendications nationalistes s'intensifièrent. Tandis que les députés malgaches, *leaders* du MDRM, optèrent pour une lutte non violente, les militants à Madagascar s'impatientèrent et n'hésitèrent pas à prendre les armes contre le colonisateur représenté par les colons. Ceux qui attaquèrent furent les membres radicaux du MDRM, associés aux sociétés secrètes (JINA, PANAMA)³⁷ plus actives et expéditives. Les révoltes armées éclatèrent là où les radicaux étaient les plus concentrés, à Moramanga, Ambatondrazaka, Mananjary et Manakara.

La manifestation en quelques photographies

Les légendes originales données par le service de l'époque se limitaient à « Manifestation du 4 avril » et « Devant la Résidence » pour l'ensemble des photographies. Mes enquêtes m'ont amenée à les remplacer par d'autres plus précises. Mais, faute de sources, je ne suis pas encore en mesure de parler

35. F. ESOAVELOMANDROSO (1989 : 90) voit dans cette marche une volonté des Malgaches de s'appropriier l'espace de leur ville en osant défiler à travers les quartiers « officiels » et « résidentiels européens ».

36. Le MDRM obtint 54 % des suffrages lors de l'élection du 21 octobre 1945 à la première Assemblée nationale constituante, puis 78 % lors de celle à la seconde Assemblée constituante du 2 juin 1946, et 71 % lors de l'élection législative du 10 novembre 1946.

37. PANAMA (parti nationaliste malgache), né en 1941, et JINA ou JINY ou Jeunesse nationaliste né en 1943 sont les sociétés secrètes qui ont choisi les armes pour obtenir l'indépendance.

de la convocation ni de l'organisation en amont de ces rassemblements du 1^{er} et du 4 avril.

Mais, grâce à l'annonce du colon journaliste P. Le Verbe, on sait que le bureau définitif de la Ligue de la défense des intérêts franco-malgaches a été constitué le soir du lundi 31 mars 1947. Cette ligue, née en 1946 pour s'opposer à l'arrivée du haut-commissaire, s'est donc consolidée juste après les révoltes de mars 1947³⁸.

Dans les photographies qui nous sont parvenues, les manifestants sont présentés sans slogans, ni pancartes, ni banderoles, ce qui semble inconcevable de nos jours : « Imagine-t-on aujourd'hui une manifestation, une grève ou un sit-in sans pancartes ou banderoles illustrées ? » (Dézé 2013 : s. p.). Nos manifestants sont photographiés en plongée, vraisemblablement depuis un étage de la Résidence, certains regardant vers l'objectif. Les gros arbres feuillus qui leur servent d'ombrage, ainsi que la fontaine derrière eux, se trouvent sur le parvis de la Résidence, tandis que les façades (fig. 3) en arrière-plan sont celles des magasins qui bordent l'avenue de France dans le prolongement de la place. Les groupes semblent disparates, loin du millier annoncé par *Tana-journal* du mercredi 2 avril qui relate les faits de la veille : « Mardi 1^{er} avril matin à 11h [...] tandis que 1 000 Européens dont de nombreuses notabilités se tenaient debout devant la Résidence »³⁹. Quelques semaines plus tard, R. Fraise confirme que le groupe des manifestants n'était pas assez important pour faire penser dans le *Tana-journal* que le mouvement aurait été plus intense si tous les colons du pays avaient été présents. Il écrit : « On s'imagine mal ce qui se passerait place du Gouverneur Général si tous les colons de Vatomandry, Mananajary, Manakara, etc. s'y trouvaient subitement transportés »⁴⁰. Les manifestants du 1^{er} avril seraient donc majoritairement des colons de la capitale et des périphéries proches. Une autre photographie (fig. 2) montre des manifestants parmi lesquels on aperçoit une femme arriver sur la place avec sa bicyclette. Des femmes avaient rejoint ce mouvement, plusieurs ayant même pris part aux discussions qui suivirent le *sit-in*, comme le rapporta R. Fraise dans le *Tana-journal* du 2 avril : « Les délégués reviennent 1/2h après. La foule les suit à l'Hôtel du Commerce discussion générale à laquelle prennent part plusieurs dames. »

C'est également pendant le parcours de la délégation vers la Résidence du haut-commissaire que la Ligue de défense des intérêts franco-malgaches recrutait de nouveaux membres lors du rassemblement du 1^{er} avril⁴¹.

38. R. Fraise, « Réalités malgaches : triste bilan », *Tana-journal*, 27, 2 avril 1947, p. 1.

39. P. Verbe, « Après le soulèvement, l'ordre se rétablit », *France-Madagascar*, 2, 2 avril 1947, p. 1.

40. R. Fraise, « Réalités malgaches : représailles », *Tana-journal*, 34, 14 mai 1947, p. 1.

41. R. Fraise, « Réalités malgaches : triste bilan », *Tana-journal*, 27, 2 avril 1947, p. 1.

Vraisemblablement, des Malgaches se trouvaient parmi les contestataires. En effet, il existait des membres de « l'élite malgache de la période coloniale dont la diversité donne une idée de la bourgeoisie tananarivienne » (Esoavelomandroso 1982 : 172). Sans pouvoir déterminer leurs fonctions exactes, on repère un certain nombre de Malgaches reconnaissables par leurs traits physiques, dans la foule, ainsi que d'autres proches de la grille sur les images suivantes. Selon Paul Griveaud, lecteur de *Tana-journal*, des fonctionnaires se seraient joints au mouvement de protestation, et ont été photographiés lors de la manifestation du 5 avril⁴²

Une fois la délégation sortie de la Résidence et de nouveau réunie « Chez Gay », comme on appelait familièrement l'Hôtel du Commerce, à côté, les manifestants réfléchissent à la rédaction de télégrammes à envoyer en France. Selon eux, les autorités coloniales ont profité de l'insurrection des Malgaches pour condamner et abandonner ces derniers. Voici un extrait du télégramme envoyé à Paris à M. Paul Ramadier, président du Gouvernement, Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, Coste Fleuret, ministre de la guerre, Marius Moutet, ministre de la France d'Outre-mer :

[...] Situation consécutive à politique d'abandon appliquée par autorité civile. Ignorant aveuglement réalités nationalisme raciste malgache. Population française entière compte sur votre appui énergique. But rétablir immédiatement sa sécurité. Réclame extrême urgence. Application état de siège. Réclame envoi sans délai aviation militaire marquant totalement troupes aéroportées et armement indispensable pour parer catastrophe définitive⁴³.

Cette demande pressante d'armement afin de se constituer une sécurité civile est à relier avec la principale revendication de ces colons qui est l'instauration d'un état de siège général sur l'île. Un mois après les faits, *Tana-journal*, se réclamant toujours être le porte-parole de La ligue de défense des intérêts franco-malgaches, poursuit ses allégations contre le pouvoir central détesté par les colons qu'il représente :

La situation de M. de Coppet : on a fait ressortir nettement ce que depuis toujours dans ces colonnes, nous avons dénoncé comme sa faute la plus monstrueuse : avoir laissé assassiner des Français alors qu'il était prévenu du complot, comme il l'appelle, avoir laissé 36 heures se passer après le début du massacre sans faire marcher la radio, au point que certains colons étaient assassinés alors qu'ils avaient la radio et l'avaient écoutée dans la journée⁴⁴.

42. R. Fraise, « Réalités malgaches : représailles », *Tana-journal*, 34, 14 mai 1947, p. 1.

43. R. Fraise, « Réalités malgaches : triste bilan », *Tana-journal*, 2 avril 1947, p. 2.

44. *Tana-journal*, 34, 14 mai 1947, p. 1.

En fait, R. Fraise, au nom des colons et de la Ligue, a manifesté sa grogne envers l'administration centrale dans chaque numéro *Tana-journal* de 1947. Ainsi, dans le numéro du 7 mai 1947, il écrit que « les colons de Madagascar sont contre les fonctionnaires désignés à la tête de la colonie, contre le Ministère de la Colonie, rue Oudinot, ces émissaires déguisés en "apôtres" essayant de freiner l'action de leurs compatriotes ».

FIG. 2. — EN S'APPROCHANT DE LA GRILLE DE LA RÉSIDENCE, TANANARIVE, AVRIL 1947

Collection ANTA.

FIG. 3. — EN ATTENDANT SUR LA PLACE DE FRANCE, TANANARIVE, AVRIL 1947

Collection ANTA.

FIG. 4. — VUE SUR LA PLACE DE FRANCE, TANANARIVE, AVRIL 1947

Collection ANTA.

FIG. 5. — DEVANT LA GRILLE DE LA RÉSIDENCE, TANANARIVE, AVRIL 1947

Collection ANTA.

Quatre jours après ce premier mouvement, le samedi 5 avril, les manifestants se présentent de nouveau devant les grilles de la Résidence avec les mêmes requêtes et afin de s'informer des suites des télégrammes envoyés en France.

Le rassemblement du 5 avril paraît moins tendu que celui du 1^{er} avril, les contestataires s'étant simplement déplacés pour suivre les résultats des télégrammes. « Le samedi 5 avril, quelques 600 Européens ont fait porter à M. Le Haut-Commissaire par messieurs Hourmand et Liotard représentants de la Ligue et MM. Serrure et Romain, conseiller de la République l'adresse suivante [...] » qui est en fait une longue lettre accusant le haut-commissaire d'être responsable de « l'assassinat de colons isolés »⁴⁵. Sur les deux autres photographies, se trouve une foule en mouvement s'approchant, puis s'accrochant, à la grille de la Résidence. D'après leurs visages, les manifestants semblent plus décontractés, plusieurs sourient. Le rassemblement est néanmoins surveillé par les autorités. Selon le témoignage de Paul Griveaud⁴⁶, colon gréviste, « divers fonctionnaires photographiés lors de la manifestation du 5 avril devant les grilles du Gouvernement Général, se voyaient octroyer un congé d'office ». Ces mesures disciplinaires sont évoquées plus loin, mais, en observant les personnes de la foule sur les photographies, cette manifestation — dont nous supposons qu'elle a été initiée par les membres de la ligue — a rassemblé des Français de différentes catégories : des colons de ville, les plus nombreux, des colons de brousse et des fonctionnaires, de même que des Français créoles (de ville et de brousse) et des bourgeois malgaches. On peut également voir des femmes parmi les manifestants ; certaines d'entre elles ont vécu et rapporté des scènes de violence⁴⁷.

Après les revendications, les sanctions ou l'usage administratif de la photographie

Nous n'avons trouvé aucune trace administrative des mouvements revendicatifs des colons des 1^{er} et 5 avril. Si les événements ainsi que les usages par l'administration de ces photographies sont invisibles dans les archives officielles, des courriers publiés dans la presse en font toutefois mention, notamment dans les numéros 34 et 35 du *Tana-journal* des 14 et 23 mai 1947. Ainsi, le premier courrier souligne :

une vraie offensive moderne, menée sur documents photographiques. [...] Il s'agit de la grande offensive contre les factieux, ceux qui sont allés se faire tirer leur portrait le 5 avril

45. P. Le Verbe, « Une manifestation devant la Résidence », *France-Madagascar*, 6, 8 avril 1947, p. 1.

46. Colon déçu et furieux. Arrivé à Madagascar en 1928, suite à des promesses de bel avenir, il acquiert un statut de colon mais ne reçoit aucun soutien du gouvernement français (*Tana-journal*, 35, 23 mai 1947, p. 2).

47. Anonyme, « L'Île rouge, 1947 », *l'Aurore*, 328, 12 avril 1947, pp.1-2.

1947, gratuitement devant la grille du Gouverneur Général. Notre État-major civil prend le temps d'examiner ces photos à la loupe (on a d'ailleurs fait des agrandissements), et alors de temps en temps, lorsqu'un factieux est repéré, pan un bon coup d'arme secrète en plein cœur. Inutile de vous dire que ce beau travail se fait au Cabinet.

Cette offensive ne peut viser directement les colons. [...] On n'utilise que les calibres réduits. Voici un exemple : le fonctionnaire factieux est repéré, on appelle la dactylo de service et on dicte : « Confidentiel : le Haut-commissaire à Tartampion. J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé de vous faire bénéficier d'un congé d'office. Cette décision est prise conformément aux dispositions du décret du 4 mai 1946. Choisir lieu de destination, les membres de la famille à partir, départ le plus tôt possible »⁴⁸.

Le second courrier est une lettre ouverte d'un colon au directeur de *Tana-journal* :

M. Le directeur, ayant lu dans le dernier numéro de votre journal que divers fonctionnaires photographiés lors de la manifestation du 5 avril devant les grilles du Gouverneur Général, se voyaient octroyer un congé d'office, je viens vous prier de me faire savoir, à quelle manifestation un colon devrait se livrer pour espérer bénéficier d'un même congé payé. [...] Je viens donc vous demander conseil, étant prêt à toute manifestation photographiée qui me permettrait d'aller faire en France un petit tour aux frais de la princesse qui m'a exilé. [...] voudrez-vous me faire savoir si lors de l'arrivée de M. le Haut-commissaire le 19 mai 1946, des photos auraient été prises des groupes de manifestants malgaches en dehors de messieurs Ravoahangy et Raseta, quels sont ceux qui auraient ainsi bénéficié d'un congé payé dans la métropole.

Les photographies ont été faites par le Service de propagande pour le compte du gouvernement qui n'apprécie pas l'opposition de certains des siens, d'où les mesures disciplinaires prises à l'encontre des « gêneurs ». Perpétuellement en lutte pour asseoir sa domination, l'administration coloniale juge inadmissible, car contraire à l'image qu'elle veut véhiculer, toute opposition venant de l'intérieur. Un congé d'office proposé aux opposants fonctionnaires a valeur de remerciement et signifie un retour en France.

Quant à lui, le colon demeure frustré et déçu, n'ayant en rien bénéficié des promesses faites depuis la métropole, comme de s'enrichir en venant à Madagascar. La manifestation devant la grille du Gouverneur général n'est ainsi pas qu'une simple interpellation à propos de la sécurité des colons mais est un moyen d'exprimer sa déception, son infortune et sa profonde amertume. Pour certains, cette manifestation est un appel au secours, pour d'autres, une occasion de révolte. Chaque colon exprime ses propres griefs lors de cette manifestation spontanée sans être entendu par l'autorité coloniale, campée

48. R. Fraise, « Un colon nous écrit », *Tana-journal*, 35, 23 mai 1947, p. 1.

sur ses positions et ne cédant à aucune des revendications émises lors de ce mouvement, car elle a déjà « oublié » les colons qui d'ailleurs, jusqu'à la fin de la période coloniale, ne cessent de le lui reprocher.

Les mouvements insurrectionnels malgaches des 29 et 30 mars ont fait resurgir la profonde dissension qui a toujours marqué les rapports entre les colons et l'administration coloniale. Victimes surprises par les violences des Malgaches qu'ils pensaient résignés et soumis, les colons s'en sont pris à l'administration représentée par le haut-commissaire auquel ils n'ont jamais fait confiance. La colonie a été ébranlée de toutes parts.

L'analyse des clichés officiels et inédits, extraits du *corpus* photographique des événements de 1947, nous offre l'occasion d'avoir une lecture supplémentaire des faits. À travers la colère exprimée lors de ces rassemblements, dont témoigne cette série de clichés, est révélée toute la complexité de mars 1947 qui a associé, entre autres, Malgaches en révolte, colons mécontents et paniqués, fonctionnaires dissidents et pouvoir oppressif.

Sans textes officiels pour les accompagner, ces archives photographiques « nues » sont devenues invisibles, noyées dans la masse de documents retraçant les actions des Malgaches ainsi celles du haut-commissaire totalement focalisées sur la répression. Même la presse des colons, qui a pourtant relaté ces faits, n'a diffusé aucune photographie de ce mouvement de protestation qui était pourtant le leur. La révolte des colons ne serait-elle qu'un prolongement mineur, une maigre suite de l'Insurrection de mars 1947 ?

Produites par un organe officiel mais invisibles des pages publiques, ces images qui mettent à mal l'administration n'ont jamais été publiées : le pouvoir colonial s'est autocensuré. Ainsi, aucun titre de presse n'a publié les images de cette manifestation. Bien qu'un journaliste ait mentionné l'usage répressif⁴⁹ fait par l'administration de ses propres photographies, aucune réaction majeure ne s'en est suivie. L'administration, à travers le Service de propagande et d'information, les aurait ainsi utilisées pour « identifier et expulser de la colonie ses dissidents ». Par ailleurs, les colons manifestants semblaient oublier qu'au nombre des premiers motifs de l'insurrection figuraient les mauvais traitements, l'exploitation et les abus qu'ils exerçaient sur leurs employés malgaches⁵⁰. Un autre journal politique, *Le Réveil de*

49. F. Fraise, « Représailles », *Tana-journal*, 34, mercredi 14 mai 1947, p. 2.

50. « Pratiquant sur une grande échelle une réquisition avilissant les salaires » (FREMIGACCI 1982 : 126).

Madagascar, fondé et géré par le Malgache Abraham Razafy⁵¹, et qui se voulait « un organe politique pour la défense des intérêts généraux des Malgaches », a d'ailleurs fortement critiqué cette manifestation du 1^{er} avril en traitant les grévistes de fascistes⁵². Autant de pistes qui complexifient la vie sociale de ces photographies de contestation. Le mouvement revendicatif des colons à Tananarive en avril 1947 fut certes une manifestation éphémère mais, grâce à la photographie et à ANTA, il n'est pas tombé dans l'oubli et ouvre de nouvelles perspectives de lectures de mars 1947 à Madagascar.

Département d'Histoire, Université d'Antananarivo, Madagascar.

51. Abraham Razafy est journaliste, membre fondateur de La ligue malgache pour la défense des droits de l'Homme, avec son compagnon Ralaimongo, un ancien tirailleur malgache. Tous deux organisent la manifestation de rue du 19 mai 1929 à Antananarivo, pour revendiquer la naturalisation en masse des Malgaches.

52. A. Razafy, *Le Réveil de Madagascar* (148, 42^e, mardi 29 avril 1947) fait une critique acerbe des manifestants du 1^{er} avril : « Toutes les formations capitalo-fascistes de la capitale [en faisant référence aux manifestants, n.d.a.] hurlant, vociférant, réclamant l'instauration d'un gouvernement militaire qui gouverne comme si c'était en Allemagne. Leur objectif est d'envahir la Résidence de M. Le Haut-commissaire et d'installer un dictateur, sans doute un de leurs chefs ». Ce journal d'opinion, pourtant propriété de colons, n'est pas du même avis que les colons protestant sur la Place de France et fustige leur presse : « Dernièrement, l'émeute fasciste a grondé la Résidence, et par l'intermédiaire de leur presse. Elle n'a aucun respect pour le représentant de la République à Madagascar » (*ibid.*)

BIBLIOGRAPHIE

- ABOUT I. & CHÉROUX C., 2001, « L'histoire par la photographie », *Études photographiques*, 10, <<http://journals.openedition.org/etudesphotographiques/261>>.
- ASSOCIATION MÉMOIRES DE MADAGASCAR (collectif), 1997, *Madagascar 1947, la tragédie oubliée*, Actes du colloque AFASPA-Université Paris 8-St-Denis, Paris, Éditions Le Temps des Cerises.
- BAVOUX C., s. d., « Les Réunionnais de Madagascar au piège de l'ethnicité 1880-1960 », publié sur le site du CRESOI (Centre de Recherche et d'Étude des Sociétés de l'Océan Indien) de l'Université de la Réunion, <<https://www.cresoi.fr/Entrelignes-La-Reunion>>.
- CHARTON H., 2011, « Acteurs, Victimes et témoins de la violence dans l'histoire, l'exemple mau mau (Kenya) », *Cahiers d'Études africaines*, LI (1), 201 : 169-192.
- DÉZÉ A., 2017, « Pour une iconographie de la contestation », *Cultures et conflits*, 91-92 : 13-29, <<http://journals.openedition.org/conflits/18773>>.
- DUTEIL S., 2009, *Enseignants coloniaux : Madagascar, 1896-1960*, Thèse de doctorat, Le Havre, Université du Havre.
- ESOAVELOMANDROSO F., 1982, « Commerçants malgaches de nationalité française à Tananarive (de 1910 aux années 1930) », *Omaly Sy Anio*, 15 : 171-183.
- 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre deux guerres », *Cahiers du Centre de recherches africaines*, 7 : 83-106.
- 1990, « Les 14 juillet à Antananarivo au temps de la colonisation », in G. JACOB (dir.), *Regards sur Madagascar et la révolution française*, Antananarivo, Cnapmad : 145-158.
- FREMIGACCI J., 1982, « Les colons de la Côte-Est centrale de Madagascar, de la prospérité à la crise (1924-1939) », *Omaly Sy Anio*, 15 : 125-170.
- 1986, « Travail et main-d'œuvre dans le pays betsileo : les prestations (1916-1922) », *Omaly Sy Anio*, 23-24 : 319-344.
- 2007, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », *L'Histoire*, 318 : 37-43.
- 2014, *État, économie et société coloniale à Madagascar*, Paris, Karthala.
- HERSANT G., 1998, « Au temps de Sékou Touré », in J.-L. PIVIN (dir.), *Anthologie de la photographie africaine et de l'océan Indien*, Paris, Revue noire : 203-219.
- KI-ZERBO J., 1978, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier.
- KOERNER F., 1994, *Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache*, Paris, L'Harmattan.

- LAHINIRIKO D. 2008, « Le MDRM et les événements de 1947 », in L. RABEARIMANANA & J. FREMIGACCI (dir.), *L'insurrection de 1947 et la décolonisation à Madagascar*, t. 1, Antananarivo, Tsipika : 17-106.
- LEJAMBLE G.-E., 1987, *Les coloniaux*, t. 1, Antananarivo, SME.
- PAILLARD Y., 1975, « Les mésaventures d'un colon de dimanche », *Omalý sy Anio*, 1-2 : 229-247.
- PAPINOT C., 1998, « Vazaha - L'étranger : de l'origine extra-territoriale à l'exclusion symbolique », *Journal des anthropologues*, 72-73, <<http://journals.openedition.org/jda/2703>>.
- RABEARIMANANA L., 1979, « Un grand journal d'opinion malgache : Ny Fandrosoam-baovao (1931-1959) », *Omalý sy anio*, 9 : 7-38.
- 1980, « Un grand journal d'opinion malgache : Ny Fandrosoam-baovao (1931-1959) », *Omalý sy anio*, 11 : 7-46.
- RABEARIMANANA L., FREMIGACCI J. & RAZAFIMBELO C., 2008, *L'insurrection de 1947 et la décolonisation à Madagascar*, t. 1, Antananarivo, Tsipika.
- RAINIBE D., 1981, « Une condition indigène ? », *Omalý sy Anio*, 15 : 117-124.
- RAJAONARISON H., 2012, « Patrimoine photographique et photographie contemporaine à Antananarivo », *Africultures*, 88 : 33-44.
- RANDRIANJA S., 2001, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar (1896-1946)*, Paris, Karthala.
- RANDRIANJA S. & RAISON F., 2002, *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala.
- STOLER A.-L., 2013, *La chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, Paris, La Découverte.
- TRONCHON J., 1986, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Karthala ; Antananarivo, Ambozontany.

RÉSUMÉ

Des photographies produites par le Service de propagande et de l'information de l'administration de la colonisation, conservées par l'actuelle agence nationale Taratra prises aux lendemains de l'insurrection malgache des 29-30 mars 1947 représentent des images d'Européens en révolte contre l'administration centrale à Madagascar. La nuit du 29 au 30 mars, des Malgaches armés ont attaqué camps militaires, bureaux administratifs et propriétés de colons. Pris au dépourvu, ces derniers, se sentant menacés, paniqués et en colère, se rassemblent devant la Résidence de France, cœur du pouvoir central, pour réclamer l'état de siège général et le départ du haut-commissaire. Les images de cette manifestation témoignent d'un malaise du côté des *Vazaha*, les dominants blancs de l'époque.

Mots-clés : Madagascar, Tananarive, colons, haut-commissaire, manifestation, photographie, 1947.

ABSTRACT

Photographs of the Vazaha in Revolt: Another Aspect of the March 1947 Insurrection in Madagascar. — Photographs by the Information and Propaganda Service of the colonial administration, conserved today at the Taratra National Agency, were taken after the Malagasy insurrection of 29-30 March on 1947. These represent images of angry Europeans in revolt against the central administration in Madagascar. During the night of 29-30 March, armed Malagasy people attacked military barracks, administration offices and private colonial properties. Surprised, panic-stricken settlers gathered together in front of the gate of the French Residency, headquarters of the central authority, in order to demand an island-wide general state of siege and the departure of the High Commissioner. These images give evidence of internal uneasiness amongst the *Vazaha*, the predominating whites during this period.

Keywords: Madagascar, Tananarive, demonstration, High Commissioner, photography, settlers., 1947